

Les femmes et la politique canadienne. Pour une représentation équitable sous la direction de Kathy Megyery, Montréal, Wilson & Lafleur, 1991, 200 p. (Volume 6 de la collection d'études de la Commission Royale sur la réforme électorale et le financement des partis.)

Manon Tremblay

Number 24, Fall 1993

La politique étrangère des grandes puissances après la guerre froide

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040329ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040329ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (print)

1918-6592 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, M. (1993). Review of [*Les femmes et la politique canadienne. Pour une représentation équitable* sous la direction de Kathy Megyery, Montréal, Wilson & Lafleur, 1991, 200 p. (Volume 6 de la collection d'études de la Commission Royale sur la réforme électorale et le financement des partis.)]. *Revue québécoise de science politique*, (24), 178–183.
<https://doi.org/10.7202/040329ar>

Les femmes et la politique canadienne.

Pour une représentation équitable.

sous la direction de Kathy Megyery, Montréal, Wilson & Lafleur, 1991, 200 pages (Volume 6 de la collection d'études de la Commission Royale sur la réforme électorale et le financement des partis).

Créée en novembre 1989 avec le mandat d'enquêter sur les principes et les procédures devant encadrer l'élection des parlementaires aux Communes et sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, la Commission Royale sur la réforme électorale et le financement des partis (la Commission Lortie) a été l'occasion de produire plusieurs études de qualité sur le processus électoral canadien (plus de 23 volumes). *Les femmes et la politique canadienne* s'inscrit dans cette perspective; le volume 6 de la collection d'études regroupe cinq articles qui abordent principalement les obsta-

cles qui limitent l'accès à la Chambre des communes à un plus grand nombre de Canadiennes.

Le premier texte de la collection, écrit par Janine Brodie, brosse un tableau général de la situation des femmes en politique canadienne. Elle fait le point sur leur sous-représentation au sein des institutions politiques avec, pour toile de fond, les fondements de la démocratie libérale. L'implication des femmes dans différents rôles politiques — en tant qu'électrices, membres d'un parti politique ou candidates à une élection — occupe le reste de l'article. L'auteure présente également les résultats d'une recherche originale menée auprès de 47 des 300 candidates aux élections générales de 1988, avec l'objectif d'établir dans quelle mesure l'argent a constitué une limite à l'engagement politique de ces femmes. Elle rappelle ainsi une observation faite par la Commission Bird en 1970 et concernant l'élément financier comme obstacle à la venue d'un plus grand nombre de femmes en politique. Plus de deux décennies après la Commission Royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, 57,4 % des candidates déclarent encore que le manque de fonds constitue un obstacle important à leur victoire électorale et 37,0 % le désignent comme l'obstacle *le* plus important. C'est ce qui amène Brodie à recommander que les dépenses pour les campagnes d'investiture au niveau des circonscriptions soient limitées à 5 000 \$, et que les frais de garde et d'aide ménagère constituent des dépenses autorisées de campagne d'investiture et de campagne électorale.

L'article de Sylvia B. Bashevkin s'inscrit dans la lignée de son ouvrage paru récemment en seconde édition, *Toeing the Lines : Women and Party Politics in English Canada* (Toronto, Oxford University Press, 1993). Elle y démontre que la célèbre «Loi de la disparité progressive» énoncée par Putnam (1976) nous permet toujours de comprendre l'expérience des femmes dans les partis politiques : plus on s'élève dans les structures partisans, plus les femmes s'y font rares. Les résultats de son analyse comparative permettent de constater que malgré des progrès non négligeables réalisés par les femmes dans les trois grands partis politiques canadiens, elles demeurent confinées à des rôles de «cols roses», c'est-à-dire à l'arrière-scène du théâtre

politique. Le Canada n'a toutefois rien d'unique à ce niveau, puisque d'autres grandes démocraties occidentales, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, comptent une faible proportion de femmes dans leur Parlement. En outre, ces deux pays, comme le Canada, partagent la particularité d'avoir un système électoral de type majoritaire, lequel, selon plusieurs auteures et auteurs, ne favorise guère l'élection de femmes (Bogdanor 1983, 1984, Rule 1990). Pour Bashevkin, une réforme interne des partis demeure une condition essentielle à une plus large participation des femmes à la vie politique de leur pays.

Un argument fréquemment avancé pour expliquer la sous-représentation des femmes dans les institutions politiques est celui du faible taux de roulement des parlementaires. En vertu des règles du jeu actuelles, un membre du Parlement peut demander un renouvellement de mandat autant de fois qu'elles et ils le désirent (disposant alors d'un avantage certain sur son vis-à-vis; Krashinsky et Milne 1983, 1985, 1986) et peu laissent volontairement leur poste. Ce contexte a pour conséquence de ralentir considérablement le rythme des nouvelles entrées, catégorie à laquelle les femmes appartiennent. Pourtant, soutient Young, le haut taux de remplacement à la Chambre des communes du Canada constitue au contraire un atout pour les femmes. Dans ces conditions, pour qu'augmente le nombre de députées aux Communes, Young suggère des modifications dans le processus de recrutement et de sélection des candidatures, afin que plus de candidates briguent les suffrages dans des circonscriptions à difficulté inférieure.

Erickson s'intéresse plus précisément au mode de sélection des candidatures comme obstacle majeur à l'augmentation de la présence féminine aux Communes. Après une brève évocation historique des candidatures féminines au Canada et des actions entreprises par les grands partis dans ce domaine, l'auteure examine les performances des aspirantes députées en 1988, privilégiant alors la question des circonscriptions perdues d'avance. On peut ainsi lire qu'à cette occasion, «seulement 12 % des candidates des trois partis briguaient les suffrages dans les circonscriptions

considérées comme sûres, comparativement à 25 % des hommes» (p. 118); si 56 % des candidates se retrouvaient dans les circonscriptions jugées impossibles à remporter par le parti dont elles défendaient les couleurs, tel a été le cas de 38 % des candidats. Dans un troisième temps, Erickson approfondit le phénomène de la concurrence au moment des campagnes d'investiture. S'appuyant sur les résultats d'un sondage réalisé auprès des associations locales des grands partis à la suite du scrutin de 1988, elle démontre ce dont on se doutait intuitivement : lorsqu'elles sollicitent l'investiture d'un parti, les femmes font face à plus d'opposition que les hommes. En vue d'augmenter la participation politique des femmes, Erickson termine en formulant un ensemble de propositions touchant le processus d'investiture.

L'article de Robinson et Saint-Jean aborde une dimension peu couverte jusqu'à maintenant par les politicologues concernant la participation politique des femmes (à tout le moins au Canada car aux États-Unis on retient les travaux de Kahn 1991, 1992, Khan et Goldenberg 1991, Trent et Sabourin 1993), soit celle de l'image médiatique des femmes politiques. Selon leur sexe, les médias ne traitent pas les personnes impliquées en politique de la même façon : l'angle de traitement et les critères d'évaluation varient. Par exemple, l'apparence physique des femmes retient davantage l'attention des médias que celle des hommes; on attache moins d'importance à leur cheminement politique passé et à leurs idées, alors que, paradoxalement, on insiste pour qu'elles soient compétentes; on les désigne comme féministes, ce qui, dans le contexte actuel, non seulement peut constituer un handicap à un niveau individuel, mais restreint la richesse du féminisme comme entreprise collective. Robinson et Saint-Jean (1991) présentent également huit modèles utilisés par les médias pour présenter les femmes. Avant 1970, ces types idéaux reposent sur les rôles sociaux traditionnels des femmes (la *vieille fille*, la *femme facile*, la *dame patronnesse* et l'*épouse de*), alors qu'après cette date on insiste davantage sur les rapports de pouvoir entre les sexes (on parle de la *superfemme*, de la *championne*, du *gars d'la «gang»*, et dans une autre perspective de l'*épouse de*).

Les femmes et la politique canadienne. Pour une représentation équitable constitue à plusieurs égards un livre qui contribue, d'une façon importante, au développement des connaissances sur la participation politique des femmes. Premièrement, les quelques travaux portant sur les femmes et la politique canadienne ont surtout fait porter leur attention sur l'expérience même du pouvoir politique, que ce soit au sein des partis ou des assemblées élues. Non que la question des obstacles survenant au cours du processus d'accès ait été complètement évacuée des travaux canadiens, mais elle n'a pas été traitée de front, c'est-à-dire comme objet principal de préoccupation et d'analyse. Or, ce que l'on nous offre dans ce sixième rapport de la Commission Lortie constitue une analyse approfondie et diversifiée des barrières à l'implication politique des femmes, qu'elles se situent au plan des perceptions, de la campagne d'investiture et du financement ou, encore, du processus de renouvellement du personnel politique à la Chambre des communes.

Deuxièmement, en traitant une dimension peu abordée jusqu'ici dans les études sur les femmes et la politique canadienne, cette collection d'articles permet non seulement de préciser des intuitions, mais d'apporter aussi des connaissances nouvelles et originales au domaine d'études «Femmes et politique». Par exemple, si l'on savait déjà que l'argent pouvait constituer un obstacle important à l'élection des femmes aux États-Unis, une telle donnée pour le Canada amène un certain étonnement, dans la mesure où le coût d'une campagne électorale demeure quand même moins élevé que chez notre voisin du Sud et que l'État et les partis politiques en assument une certaine part financière. Le livre recensé démontre que, là où le bât blesse, c'est principalement au niveau de la campagne d'investiture, qui demeure la responsabilité de chaque candidate et candidat. Or, outre que les femmes n'ont souvent pas une disponibilité aussi grande que les hommes en termes de temps, elles sont aussi, comme groupe social, plus pauvres qu'eux. En ce sens, la campagne d'investiture peut signifier un obstacle plus important pour les femmes que pour les hommes.

De la même façon, s'il est relativement admis que les règles du jeu politique — et notamment celles qui concernent

le renouvellement des membres des Communes — constituent une limite à l'accès des femmes en politique, il est déjà plus intrigant de lire que dans le contexte canadien, elles peuvent au contraire favoriser l'entrée des femmes dans l'enceinte parlementaire. C'est là une conclusion qui va à contresens de ce que l'on retrouve habituellement dans la littérature et qui invite à d'autres investigations.

Dans l'ensemble, chacune et chacun peut trouver un grand intérêt à la lecture de *Les femmes et la politique canadienne. Pour une représentation équitable*. Cet ouvrage introduit la ou le néophyte aux principales données de la problématique «Femmes et politique» au Canada, comportant en outre de nombreuses références comme lectures complémentaires. Pour la ou le spécialiste de ce champ d'études, ce livre apporte des données originales et stimulantes pour la poursuite des recherches. Ce complément dans les objectifs ne témoigne-t-il pas du fait que nous sommes ici en présence d'un ouvrage de qualité ?

Manon Tremblay
Université d'Ottawa